
CELLULE DE PLANIFICATION

ET DE STATISTIQUE

UNITE STATISTIQUE



BILAN DE LA CAMPAGNE 2010/2011

RESULTATS DEFINITIFS EAC 2010-2011

Mars 2011

Introduction

Le présent document s'inscrit dans le cadre du suivi de la situation alimentaire au titre de la campagne agricole 2010-2011. Il a pour objet de faire le point sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Mali, afin d'orienter les prises de décision par les autorités du pays et de la sous région.

Ce rapport a été alimenté par les documents produits par les différentes structures impliquées dans la production Agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CPS/SDR, DNA, DNPIA, DNSV, OPV, CNLCP, SAP, OMA et DNS).

1. Faits saillants sur la situation alimentaire et nutritionnelle du Mali

La situation alimentaire a été jugée globalement satisfaisante dans le pays en fin juin 2010. Les niveaux de disponibilités en céréales sur la grande majorité des marchés du pays étaient relevés par rapport aux besoins.

Les prix ont été stables dans l'ensemble, mais supérieurs à la moyenne des cinq dernières années (2005 à 2009) sur les marchés des capitales régionales, à l'exception de Kidal. Néanmoins, ils sont également restés inférieurs dans l'ensemble à ceux de l'année dernière, à la même période (**source SAP**).

Il convient de signaler que face à la situation de pénurie des régions de Kidal et Gao, des distributions de céréales ont été effectuées par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

Au niveau nutritionnel, Il est important de souligner que la malnutrition au Mali est un phénomène très précoce qui survient chez un très grand nombre d'enfants. Selon la revue Lancet, elle est associée directement et indirectement à plus de 50% de décès de l'enfant de moins de 5 ans.

La situation nutritionnelle est structurellement instable au Mali. Ce phénomène d'instabilité risque d'accentuer les indicateurs de malnutrition aigue qui font déjà partie des taux les plus élevés de la sous région (15%) selon les dernières enquêtes de l'EDSM IV. Depuis 2007, le Gouvernement du Mali avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a intégré de façon effective la prise en charge de la malnutrition aigue dans le système de santé.

2. Résultats de la Campagne Agricole

La campagne agricole 2010/2011 a démarré dans des conditions socio économiques relativement favorables, en raison de la disponibilité des céréales et de l'existence des intrants agricoles dans les différentes zones agricoles du pays.

Elle a été caractérisée par l'installation précoce des pluies de façon satisfaisante dans plusieurs localités sud du pays avec une bonne répartition dans le temps et dans l'espace.

Ceci s'est traduit par un niveau important des réalisations de semis dans les zones ayant bénéficié des premières pluies.

L'initiative gouvernementale centrée sur la subvention des engrais chimiques et des semences améliorées a été élargie aux Maïs, Blé, sorgho et Coton en plus du Riz. Cette action couplée à l'Opération Pluies Provoquées, a permis d'obtenir des productions suffisamment bonnes dans les principales zones agricoles du pays particulièrement dans le domaine de la riziculture.

Cependant, il faut signaler que l'abondance des pluies a causé des pertes de superficies dans certaines localités du pays et a impacté négativement sur le rendement de certaines cultures niébé et riz).

2.1 La production agricole définitive

Au titre de la campagne agricole 2010/2011 la production agricole est évaluée à **6 418 091 tonnes** (Saison + contre-saison) contre **6 334 440 tonnes** pour la campagne 2009/2010.

Le cumul de production en riz paddy est de **2 308 233 tonnes** contre **1 950 805 tonnes** en 2009/2010, avec un taux de croit de 15%. Celui du maïs est de **1 403 575 tonnes**.

Tableau N°1 : Productions (en Tonne) du Secteur Traditionnel

PRODUCTION NATIONALE PAR CULTURE ET REGION								
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Total
Mil	54 156	189 214	261 206	431 405	391 007	39 980	6 374	1 373 342
Sorgho	178 894	338 043	479 142	207 560	34 552	8 371	4 307	1 250 868
Riz	94 519	92 432	180 655	332 113	346 958	185 811	63 665	1 296 154
Mais	176 099	261 361	795 039	105 946	17 598	-	-	1 356 043
Fonio	21 987	3 147	7 665	13 410	6 136	-	-	52 346
Total	525 655	884 197	1 723 707	1 090 434	796 250	234 163	74 346	5 328 752

Source : EAC

Tableau N°2 : Productions RIZ paddy du Secteur Moderne

	ODRS	ON	ORS	0PIB	ORM	OHVN	PIV	TOTAL
Production en Tonnes	11 286	551 936	62 271	12 129	68 733	31 617	162 558	900 530
Superficies en hectares	3 960	86 240	31 934	2 527	29 884	15 056	26 719	196 320

Tableau N°3 : Productions attendues (Tonnes) et Superficies (ha) de la contre saison

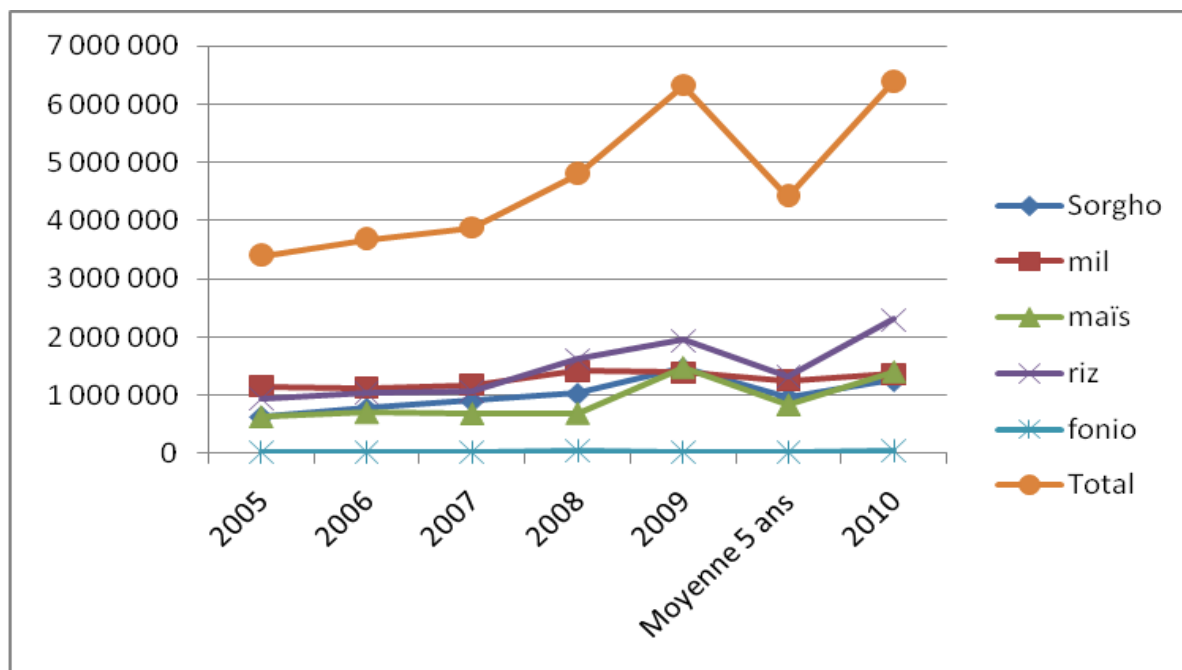
	Blé	Maïs (décrue)	Maïs irrigué	Sorgho Irrigué	Sorgho (décrue)	Riz paddy (contre saison)	Total
Productions attendues (tonnes)	23 788	44 805	2 728	950	4 988	111 549,3	188 808
Superficie prévues (ha)	9 515	17 922	1 091	1 000	5 250	18 300	53 078

Production céréalière (tonne)

Cultures	Sorgho	mil	maïs	riz	fonio	Total
Année						
2005/2006	629 127	1 157 810	634 464	945 824	26 598	3 393 823
2006/2007	769 681	1 128 773	706 737	1 053 236	26 247	3 684 674
2007/2008	900 791	1 175 107	689 918	1 082 384	28 692	3 876 892
2008/2009	1 027 202	1 413 908	695 073	1 624 246	41 275	4 801 704
2009/2010	1 465 620	1 390 410	1 476 995	1 950 805	35 480	6 319 310
Moyenne de 2005/2006 à 2009/2010	958 484	1 253 202	840 637	1 331 299	31 658	4 415 281
2010/2011	1 256 806	1 373 342	1 403 576	2308233	52346	6 394 303
Variation par rapport à la moyenne de 05/06 à 09/10 (%)	23,74	8,75	40,11	42,32	39,52	30,95
Variation par rapport à la campagne 09/10 (%)	-16,61	-1,24	-5,23	15,48	32,22	1,17

La production céréalière est en hausse de 1,17% par rapport à la campagne agricole 2009/2010 et de 30,95% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le riz et le maïs ont augmenté respectivement de 42,32% et 40,11% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation spectaculaire résulte de la volonté de l'état à accroître la production et la productivité agricole d'ici 2012. En effet, ces spéculations ont bénéficié des subventions sur les engrais.

Graphique N°1 : Evolution de la production céréalière



Tableaux N°04: Production des Oléagineux (tonne)

Cultures	Sésame	Arachide	Soja	total
Campagnes Agricoles				
2005/2006	4 872	279 503	2 124	286 499
2006/2007	4 498	265 549	2 005	272 052
2007/2008	2 156	324 187	5 188	331 531
2008/2009	5 859	388 383	9 137	403 379
2009/2010	6 950	300 624	1 874	309 448
Moyenne de 2005/2006 à 2009/2010	4 867	311 649	4 066	320 582
2010/2011	13 312	314 458	1 871	329 641
Variation par rapport à la moyenne de 05/06 à 09/10 (%)	173,51	0,90	-53,97	2,83
Variation par rapport à la campagne 09/10 (%)	91,53	4,60	-0,12	6,53

La production des oléagineux est en hausse de 6,5% par rapport à la campagne agricole 2009/2010 et de 2,8% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cela s'explique par une adoption massive de la culture du sésame qui a connu une augmentation importante durant les deux dernières années.

Graphique N°2 Evolution de la production des Oléagineux

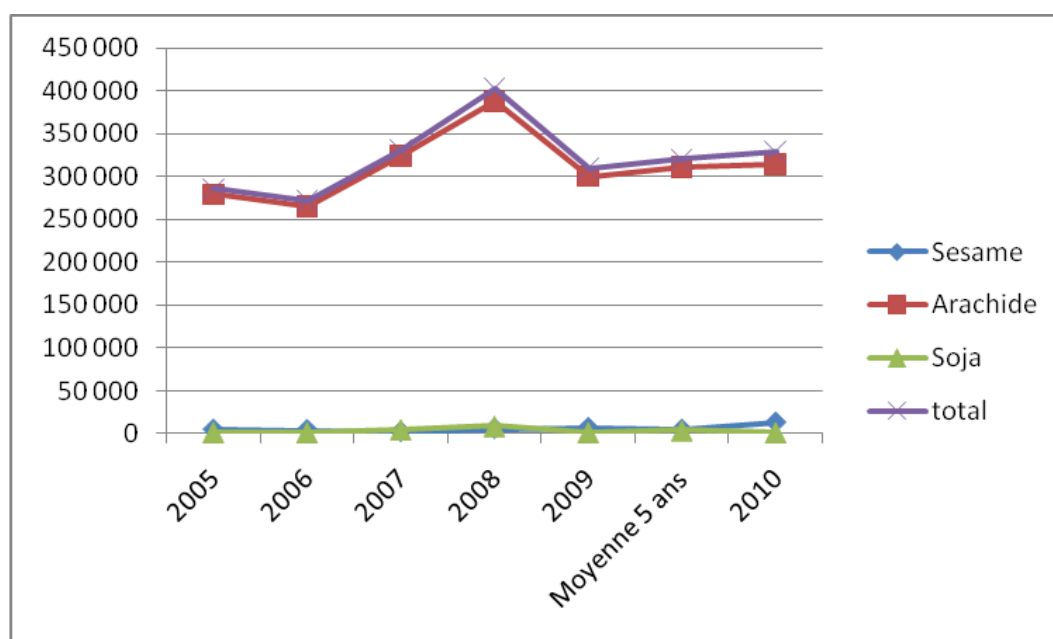
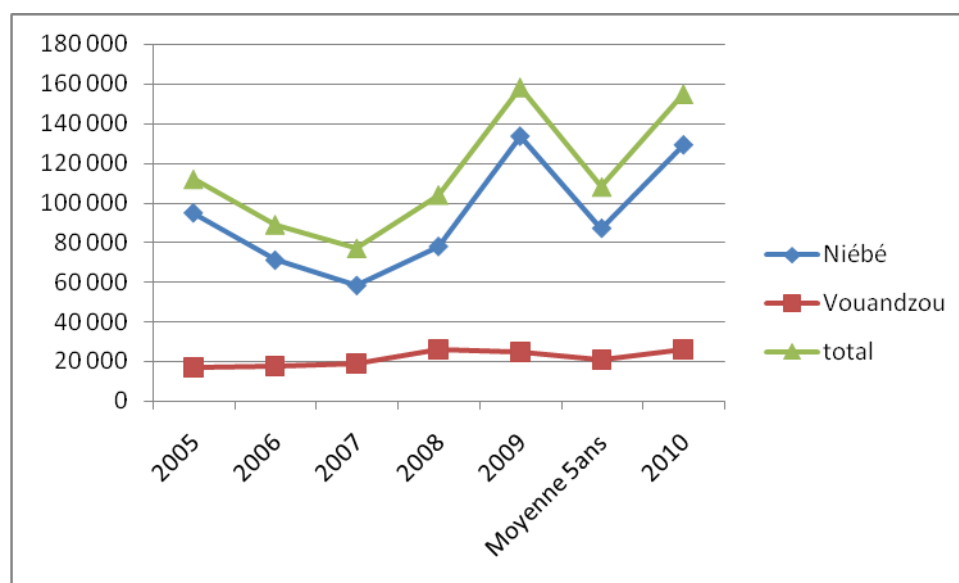


Tableau N°05: Production de Légumineuses (tonne)

Cultures	Niébé	Vouandzou	total
Campagnes Agricoles			
2005/2006	94 778	17 169	111 947
2006/2007	71 036	18 049	89 085
2007/2008	58 291	18 884	77 175
2008/2009	77 906	26 114	104 020
2009/2010	133 311	24 978	158 289
Moyenne de 2005/2006 à 2009/2010	87 064	21 039	108 103
2010/2011	128 949	25 956	154 905
Variation par rapport à la moyenne de 05/06 à 09/10 (%)	48,11	23,37	43,29
Variation par rapport à la campagne 09/10 (%)	-3,27	3,92	-2,14

La production des Légumineuses est en baisse de 2% par rapport à la campagne agricole 2009/2010 et en augmentation de 43% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cela s'explique d'une part par la faible production du Niébé dont plusieurs parcelles ont été inondées au stade de ramification et d'autre part consommées avant la fructification par les animaux en divagation.

Graphique N°3 : Evolution des légumineuses



Production des produits de rente (tonne)

Cultures	Coton	Canne à sucre
Année		
2005/2006	589 780	344 312
2006/2007	534 143	319 529
2007/2008	414 965	341 845
2008/2009	242 238	
2009/2010	201 462	377 000
Moyenne de 2005/2006 à 2009/2010	396 518	345 672
2010/2011	229 023	3590
Variation par rapport à la moyenne de 05/06 à 09/10 (%)	- 42,24	4,00
Variation par rapport à la campagne 09/10 (%)	13,68	-4,64

La production cotonnière est en hausse de 13,6% par rapport à la campagne agricole précédente et en baisse de 42% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette baisse s'expliquerait par une diminution continue de la production cotonnière durant les trois dernières années, provoquée entre autres par le retard dans l'installation de la campagne agricole, la baisse des superficies cultivées et le manque d'engouement des producteurs. La réforme du secteur cotonnier en cours permettra de relancer la production.

Tableau N°07: Production de Tubercules (tonne)

Cultures	Manioc	Igname	Patate douce
Campagnes Agricoles			
2005/2006	50 662	47 751	133 129
2006/2007	68 275	64 633	172 999
2007/2008	58 509	15 306	164 583
2008/2009	71 524	67 111	317 060
2009/2010	79 603	65 434	236 759
Moyenne de 2005/2006 à 2009/2010	65 714	52 047	204 906
2010/2011	38 172	90 138	204 729
Variation par rapport à la moyenne de 05/06 à 09/10 (%)	-41,91	73,19	-0,09
Variation par rapport à la campagne 09/10 (%)	-52,05	37,76	-13,53

La production de tubercules est en baisse de 12,7% par rapport à la campagne agricole précédente et en augmentation de 3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette baisse s'explique en partie par la surabondance de pluies enregistrées dans certaines zones du pays.

2.2 Bilan Céréaliier prévisionnel 2010/2011

Postes	Riz	Blé et orge	Céréales sèches	Total
Population au 30/04/2011				15 581 000
1 Disponibilité	1609,67	29,74	3952,00	5591,41
Production brute	2308	24	4086,00	6418,00
Production disponible	1433,27	20,40	3473,10	4926,77
Stocks au 01/11/10	176,40	9,34	478,9	664,64
Stocks paysans	97,60	0,20	446,5	544,3
Autres stocks	78,8	9,14	32,4	120,34
2 Besoins	990,81	157,35	2271,20	3419,36
Norme de consommation (kg/hbt/an)	61,46	9,90	142,64	214
Consommation humaine	957,61	154,25	2222,47	3334,33
Stocks finaux	33,2	3,1	48,73	85,03
Stocks paysans	0,00	0,00	0	0,00
Autres stocks	33,2	3,10	48,73	85,03
3 Excédent (+) Déficit (-) brut	618,86	-127,61	1680,80	2172,04
4 Solde import-export	-29,89	121,99	-13,47	78,63
Importations commerciales prévues	135,46	117,96	8,61	262,03
Aides prévues	5,65	4,79	5,79	16,23
Exportations prévues	171,00	0,76	27,87	199,63
5 Excédent (+) déficit (-) net	588,97	-5,62	1667,33	2250,68
6 Disponibilité apparente (kg/hbt/an)	101,39	9,74	252,78	363,91

2.3 Bilan alimentaire prévisionnel 2010 2011

Les données pour l'élaboration du bilan alimentaire ne sont pas encore disponibles à la date du 10 mars 2011.

2.4 Bilan calorique régionaux sur les céréales tubercules et légumineuses

Bilan Calorique				
Population au 30/04/2011				15 581 000
	Mil	Riz	Arachide	manioc
Production brute	1 373 342	2 308 233,30	314 458	38 172
Apport calorique	698	869	164,60	3,66

3. Situation de l'élevage et des pâturages

La campagne agricole 2010/2011 a été caractérisée par un démarrage assez satisfaisant sur le plan agropastoral et dans un contexte socio-économique favorable. En effet, les pluies se sont installées de façon précoce dans plusieurs localités sud du pays avec une bonne répartition dans le temps et dans l'espace. Ceci a favorisé des repousses d'herbacées assez considérables dans les bas-fonds, les plaines et les bordures des cours d'eau.

La reprise de la végétation a été effective un peu partout, suite aux bonnes conditions météorologiques des mois d'août et septembre. Au cours de la même période, tous les points d'eau de surface ont connu un régime de crue assez remarquable.

A la date du 31 octobre, les disponibilités fourragères ainsi que les conditions d'abreuvement du cheptel ont été jugées très satisfaisantes dans toutes les zones agropastorales du pays.

3.1 Situation des pâturages

A la faveur de la bonne pluviométrie, les pâturages se sont bien régénérés sur les différents parcours à travers le pays. La biomasse observée cette année a été abondante par rapport à celle de l'année dernière. Il en était de même pour les parcours du nord-est du pays à la même période.

Quant aux pâturages inondés, ils ont été bien fournis, notamment dans les bourgoutières du delta du Niger (région de Mopti).

Cependant, la prolifération des feux de brousse dans les régions de Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, risque d'affecter ce disponible fourrager au niveau des différents parcours. Les dégâts les plus importants ont été enregistrés dans le cercle de Gourma Rharous. Ces pertes de pâturage expliquent les concentrations inhabituelles de troupeaux du cercle sur les parcours des communes de Hombori et de Boni (Mopti) avec le risque de surpâturage pour ces zones d'accueil et le risque de difficultés d'abreuvement pour le bétail.

3.2 Situation des points d'eau :

Au cours de cette campagne agricole, les conditions d'abreuvement sont restées relativement bonnes dans l'ensemble, malgré une réduction assez importante des niveaux statiques des puits et forages ainsi que la diminution des plans d'eau et l'assèchement de plusieurs mares pendant la période sèche.

A la faveur des précipitations et de la crue, tous les points d'eau ont connu une augmentation considérable de niveau. Il s'agit des fleuves, mares, puits, lacs, forages, canaux d'irrigation, bancotières et barrages de retenue.

L'état d'embonpoint du cheptel est partout satisfaisant à travers le pays.

3.3 Situation zoo sanitaire

L'état d'embonpoint du cheptel est satisfaisant.

La situation zoo sanitaire a été relativement calme à travers le pays. Aucune épizootie de grande ampleur n'a été enregistrée. Toutefois, on a enregistré des foyers suspects de :

- charbon symptomatique à Kidal ;
- tuberculose bovine à Kayes ;
- fièvre aphteuse à Koulikoro ;
- maladie de newcastele.

Aussi, les cas de trypanosomose et de babesiose persistent dans les cercles de Kadiolo et Sikasso. Les traitements des sujets malades par le projet de Lutte contre la Mouche Tsé tsé se poursuivent. La campagne de vaccination contre les grandes épizooties s'est déroulée normalement dans le pays à l'exception du Nord-Est où elle a été perturbée suite aux grands mouvements inhabituels à la recherche de pâturages.

3.4 Bilan Fourrager

Dans l'ensemble, la biomasse végétale des pâturages naturels au cours de la campagne agricole 2010-2011 a été supérieure partout à l'exception des localités de Yélimané, Douentza, Teninkou et Kidal (Voir tableau N°12 en Annexe).

La production de biomasse a été de normale à largement excédentaire à travers le pays. Cette biomasse est nettement meilleure à celle des 5 dernières années dans les zones pastorales du nord du Mali.

Tableau N° 12 : Production annuelle de matière sèche

NATURE	Total/T/MS
Paille de riz	559 732
Fane d'arachide	234 568
Fanes de niébé	189 013
Paille de brousse	548 903
Tiges de mils	1 278 423
Dolique	153
Balanzan (gousses)	4 342
Bourgou	219
Stylosanthès	247 164
Foin	0
Cultures fourragères	25 000
pâturage naturelle	21 000 000
Total	24 087 517

Source : DNPIA

Le disponible fourrager estimé à **24 087 517** tonnes de matières sèche couvre largement les besoins d'entretien des animaux.

Tableau N°13 : Besoin d'entretien du cheptel exprimé en UBT en matière sèche.

Espèces	Effectifs	Equivalent UBT	Nbre UBT	Kg de MS/UBT	Total (Kg de MS)
Bovins	9 163 000	0,7	6 414 100	6,25	40 088 125
Ovins	11 865 000	0,12	1 423 800	6,25	8 898 750
Caprins	16 522 000	0,12	1 982 640	6,25	12 391 500
Equins	487 000	1	487 000	6,25	3 043 750
Asins	880 000	0,5	440 000	6,25	2 750 000
Camelins	922 000	1,6	1 475 200	6,25	9 220 000
	39 839 000				76 392 125

Source : DNPIA

L'effectif du cheptel est estimé à 39 839 000 têtes. Le besoin d'entretien de cet effectif s'élève à **76 392,13Tonnes**

4 Santé animale et Mouvement des animaux

La situation zoo sanitaire est restée relativement calme à travers le pays. L'application des mesures de police sanitaire a permis de circonscrire les différents foyers enregistrés se poursuit. La campagne de vaccination du cheptel est en cours à travers le pays avec des cas de rupture de vaccins vivants constatés par endroits.

Le contrôle de la transhumance a concerné :

- 48 223 bovins ;
- 124 766 ovins ;
- 36 238 caprins ;
- 936 camelins ;
- 747 asins ;
- 459 équins.

Les services déconcentrés ont délivré 66 Certificats Internationaux de Transhumance (CIT) dont :

- 56 certificats délivrés par la DRSV de Kayes ;
 - 2 certificats délivrés par la DRSV de Sikasso ;
 - 4 certificats délivrés par la DRSV de Ségou ;
 - 1 certificat délivré par la DRSV de Mopti
- 3 certificats délivrés par la DRSV de Gao.

Les troupeaux sont dans les pâturages de saison sèche et au niveau des champs autour des résidus de récolte dans les régions du Sud. Des concentrations habituelles sont enregistrées au niveau des différentes bourgoutières des régions de Mopti, Tombouctou et de Gao.

3. Situation nutritionnelle

La crise alimentaire et nutritionnelle qu'a connue le Sahel au cours de la campagne agricole 2004-2005, a mis en exergue certaines insuffisances du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles.

La situation nutritionnelle s'est donc globalement dégradée ces quinze dernières années ce qui a entraîné une diminution des capacités de résistance aux chocs extérieurs qui génèrent de ce fait plus facilement des crises nutritionnelles. On peut conclure que la situation stagne depuis une décennie. Les difficultés d'interprétation soulignent une certaine faiblesse du dispositif mis en place.

3.1 Données récentes sur la situation nutritionnelle et leur utilisation (analyse, diffusion, mise en œuvre et suivi des stratégies nationales de lutte contre la malnutrition).

Au Mali la malnutrition constitue un problème de santé publique. Les indicateurs de malnutrition sont parmi les plus élevés, dans la sous région. Selon les données du MICS-ELIM réalisées en 2009 (résultats préliminaires), malgré l'élévation des indicateurs, il y a eu une nette amélioration de la situation nutritionnelle. La malnutrition aigue ou l'émaciation (poids pour taille) a passé de 15% en 2006 (EDSM IV) à 9% en 2009, la malnutrition chronique de 38% (EDSM IV) à 28 % et l'insuffisance pondérale de 27% (EDSM IV) à 19%.

Quant aux carences en micronutriments, la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6-59 mois est de 72% soit, 7 enfants sur 10. Parmi ceux-ci, 26% présente une forme légère, 42% une forme modérée et 4% une forme sévère. La tranche 9- 23 mois est la plus touchée 89% (période d'alimentation de complément). La prévalence de l'anémie chez la femme est estimée à 5 femmes sur 10 soit 50%.

➤ Résultats d'enquêtes récentes

Le SAP, au sortir de la campagne agricole 2009-2010, a identifié 629.427 personnes à risque de difficultés alimentaires (DA) et difficultés économiques (DE) dont la grande majorité soit 73.30%, localisées au Nord-Est du pays à cause de la baisse des productions pastorales, agricoles et/ou des revenus de transfert. Ceci a nécessité une enquête nutritionnelle dans le cadre d'un suivi rapproché.

➤ Type d'enquête

Il s'est agi d'une série d'enquêtes nutritionnelles transversales réalisées selon la méthode SMART dans trois zones différentes suivant un échantillonnage en grappes à deux degrés avec au premier degré les villages constituant les unités primaires et au second degré, les ménages, tous sélectionnés de façon aléatoire.

➤ Analyse des données

Les données anthropométriques ont été analysées à l'aide du logiciel ENA.

Les indices nutritionnels ont été calculés en utilisant les deux populations de référence (NCHS 1977 et OMS 2006) dans le logiciel ENA version beta (août 2008). Il découle des enquêtes que :

- la zone d'étude de Gao affiche un taux de prévalences de malnutrition aiguë très élevée avec 16.7% ;
- la région de Kidal affiche une prévalence de malnutrition aiguë de 10.3% ;
- le Gourma présente un taux encore nettement moins élevé avec 5,5% de taux de malnutrition aiguë.

Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë est nettement plus élevé à Gao qu'à Kidal et dans le Gourma, allant respectivement du simple au double et au triple avec 16.7% (12,4 - 22,1 95% C.I.) contre 10,3% (8,2 - 12,8 95% C.I.) et 5,5 % (4,2 - 7,3 95% C.I.).

Il en va de même pour la forme sévère avec respectivement pour Gao, Kidal et le Gourma ; 3,5 % (2,0 - 6,1 95% C.I.) contre 1,6 % (0,8 - 3,0 95% C.I.) et 0,8 % (0,3 - 1,8 95% C.I.).

Comparé au seuil de sévérité de l'OMS, ces taux sont jugés très élevés pour Gao mais mauvais pour la région de Kidal et le Gourma.

Pour la région de Gao, les taux de prévalences aussi bien pour la malnutrition aiguë que pour sa forme sévère sont des taux d'urgence. Toutefois il s'intègre dans une situation structurelle déjà très mauvaise.

Le taux de prévalence de l'insuffisance pondérale est très élevé à Gao (28%), au Gourma (20,7%) et élevé à Kidal (15,8%). Cet ordre reste le même aussi bien pour la forme modérée que sévère.

L'analyse révèle des taux de retard de croissance moyens au Gourma (28,5%), à Gao (26,2%) et faible à Kidal (17,8%). Kidal apparaît nettement plus affecté que Gao et le Gourma.

➤ INTERPRETATIONS

Statut nutritionnel

- Le taux de prévalence de la sous nutrition aiguë est de mauvais à très élevé selon les zones.
- Pour le Gourma (5,5%), la région de Kidal (10,3%), les taux de prévalence de l'émaciation sont mauvais, comparés au seuil de l'OMS.
- Pour la région de Gao, le taux de prévalence de l'émaciation est très élevé et reflète une situation d'urgence alimentaire et nutritionnelle. Toutefois, ce taux de 16.7% s'il révèle une situation particulièrement difficile, s'intègre dans une situation structurellement très précaire.
- L'étude pose une fois encore la problématique des taux élevés de la prévalence de la malnutrition aiguë dans la région de Gao qui tournent entre 16% et 17% d'après plusieurs études de référence comme l'EDSM IV, l'EBSAN I...en période de crise ou non.

➤ Diffusion

Les données sont disponibles au niveau des autorités nationales, des partenaires et sur site WEB.

➤ Stratégies et directives nationales de la nutrition au Mali

Dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition au Mali, le Gouvernement a élaboré des politiques et plan stratégiques nationaux à travers les secteurs clés entre autres la santé, l'agriculture, le développement social, le commissariat à la sécurité alimentaire.

L'évolution de la situation nutritionnelle des groupes vulnérables a nécessité dans le cadre de la mise en œuvre du PRODESS, des reformes importantes au sein du département de la santé aboutissant à la création d'une division chargée du suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle au niveau de la CPS/Santé et au niveau de la Direction Nationale de la Santé, d'une Division Nutrition qui vient de préciser et renforcer les aspects de nutrition du PMA (Paquet Minimum Activité) permettant ainsi un rassemblement des programmes de nutrition et leur renforcement sur le plan institutionnel.

De nombreuses stratégies directives et nutritionnelles sont élaborées afin de mener des interventions efficaces et à grands impacts.

Ces documents et directives nationales sont les suivants :

- Politique Norme et Procédure (PNP) Nutrition et les Fiches Techniques
- Actions Essentielles en Nutrition
- Manuel de Prise en charge nutritionnelle Des PVVIH Au Mali
- Protocole national de la Prise en charge de la malnutrition aigue
- Stratégie nationale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
- Directives nationales de la Supplémentation en Vitamine A.

A cela s'ajoutent quelques **interventions clés** :

✓ **Au niveau ménages et communautés**

Les activités de préventions et de promotion ciblées à travers des pratiques familiales essentielles en matière de nutrition : l'allaitement exclusif, l'alimentation de complément des jeunes enfants (6 à 59 mois), des femmes enceintes et allaitantes, la supplémentation en Vitamine A, le déparasitage, la consommation de sel iodé, la supplémentation en fer, l'acide folique des femmes enceintes, les activités de prise en charge de la malnutrition aiguë.

✓ **Au niveau structures sanitaires**

- L'organisation des services de santé (Mise en place des URENs) ;
- Le renforcement des capacités (formation des agents, dotation en kits et matériels et intrants nutritionnels) ;
- La prise en charge des cas de malnutrition à tous les niveaux ;
- La communication pour le changement de comportement (sensibilisation, démonstration, l'orientation et appui conseils).

3.2 Niveau d'intégration de la nutrition dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales de sécurité alimentaire.

Depuis l'avènement des crises alimentaires des années 2004 et 2005, les autorités du Mali avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ont élaboré des programmes de sécurité alimentaire tout en tenant compte du volet nutritionnel. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, cette réflexion pourrait être menée selon les quatre dimensions correspondant aux principaux déterminants de celle-ci : la disponibilité d'aliments de bonne qualité sanitaire et

nutritionnelle ; leur accessibilité pour les populations, y compris pour les plus vulnérables ; la stabilité des approvisionnements dans l'espace et dans le temps ; l'utilisation optimale des aliments par les individus, cette dernière servant de lien entre la nutrition et la sécurité alimentaire.

De nombreux plans et stratégies furent élaborés, parmi lesquels on peut citer le plan stratégique pour l'alimentation et la nutrition 2005- 2009 (PSNAN).

Malgré les efforts fournis, l'intégration des activités nutritionnelles dans les programmes de développement reste peu satisfaisante.

Vu la multi-sectorialité de la nutrition, il s'est avéré nécessaire de mener des réflexions sur le rôle de la nutrition dans le développement durable, d'où l'organisation d'un forum National sur la nutrition en 2010. L'objectif de ce forum était de contribuer à un meilleur repositionnement de la nutrition dans les politiques et stratégies de lutte pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

3.3 Etat de mise en œuvre de la collaboration entre les secteurs agriculture/sécurité alimentaire, nutrition et perspectives.

4.3.1 Etat de mise en œuvre de la collaboration entre les secteurs agriculture/sécurité alimentaire et nutrition

Des axes prioritaires de collaboration existent à travers la mise en œuvre commune des programmes et projets intégrant des actions de sécurité alimentaire et de nutrition. Parmi ces interventions, nous pouvons citer :

- la mise en place des programmes et projets conjoints de sécurité alimentaire et nutrition dont la plus récente est le projet et programme conjoint à Mopti en collaboration avec les services techniques de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, des collectivités locales et avec toutes les agences des Nations Unies (FAO, OMS, PAM, UNICEF) ;
- la constitution d'un groupe technique regroupant les différents secteurs (santé nutrition, agriculture et sécurité alimentaire, développement social...) ;
- l'existence d'un cadre d'échange entre les différents secteurs nutrition, agriculture sécurité alimentaire à travers des réunions techniques et des ateliers formatifs.

4.3.2 Les perspectives pour 2011

Les priorités du Ministère de la santé en matière de Nutrition à travers la Division Nutrition sont les suivantes :

- mise en œuvre des recommandations du Forum National sur la Nutrition ;
- élaboration d'une Politique et d'un Plan stratégique National de Nutrition ;
- revue des Activités de nutrition au Mali: Landscape Analysis ;
- coordination et le suivi des Activités de Nutrition en collaboration avec les services techniques concernés, les partenaires et ONG ;
- adoption du code de commercialisation des substituts du lait maternel par le Gouvernement et l'Assemblée Nationale ;
- organisation de 2 tours de la SIAN (Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition) au niveau de toutes les régions et le district de Bamako ;
- célébration de la Semaine Mondiale de l'Allaitement (SMAM) ;
- validation du guide national de monitoring avec l'introduction des indicateurs de Nutrition ;
- intégration des Indicateurs nutritionnels dans le Système d'Information Sanitaire SIS ;
- réalisation d'une enquête nutritionnelle basée sur la méthodologie SMART ;
- évaluation des plans d'action nationaux et régionaux sur les troubles dus à la carence en iode (TDCI) ;
- activités de plaidoyer : SIAN, la nutrition en général.

4 Dynamique des marchés

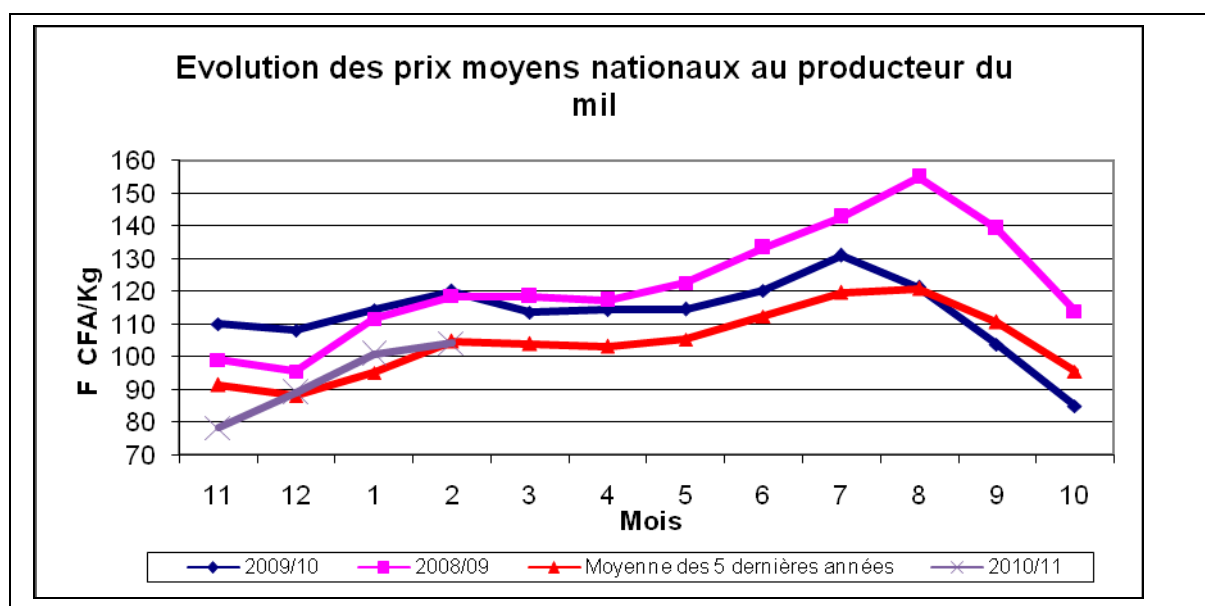
5.1 Prix des céréales et du bétail.

5.1.1 Evolution des prix des céréales de base

Globalement les prix moyens nationaux au producteur des céréales sèches sont en hausse par rapport au mois de Janvier 2011. En effet, au cours de ce mois de février 2011, les prix moyens nationaux au producteur des céréales sèches sont passés de 101 FCFA/Kg à 104 FCFA/Kg pour le mil, 100 FCFA/Kg à 102 FCFA/Kg pour le sorgho et de 98 FCFA/Kg à 101 FCFA/Kg pour le maïs. Le principal facteur expliquant la hausse des prix sur les marchés ruraux est la poursuite de la reconstitution des stocks.

Comparés à la même période de 2010, il ressort que les prix moyens au producteur sont en baisse cette année avec 104 FCFA/Kg contre 120 FCFA/Kg en février 2010 pour le mil, 103 FCFA/Kg contre 114 FCFA/Kg pour le sorgho et 101 FCFA/Kg contre 110 FCFA/Kg en février 2010 pour le maïs, ce qui donne des variations de -13% pour le mil, -10% pour le sorgho et -8% pour le maïs. Par rapport aux prix moyens des cinq dernières années, les prix sont en baisse de -1% pour le mil, en hausse de +4% pour le sorgho et de +7% pour le maïs en ce mois de février 2011.

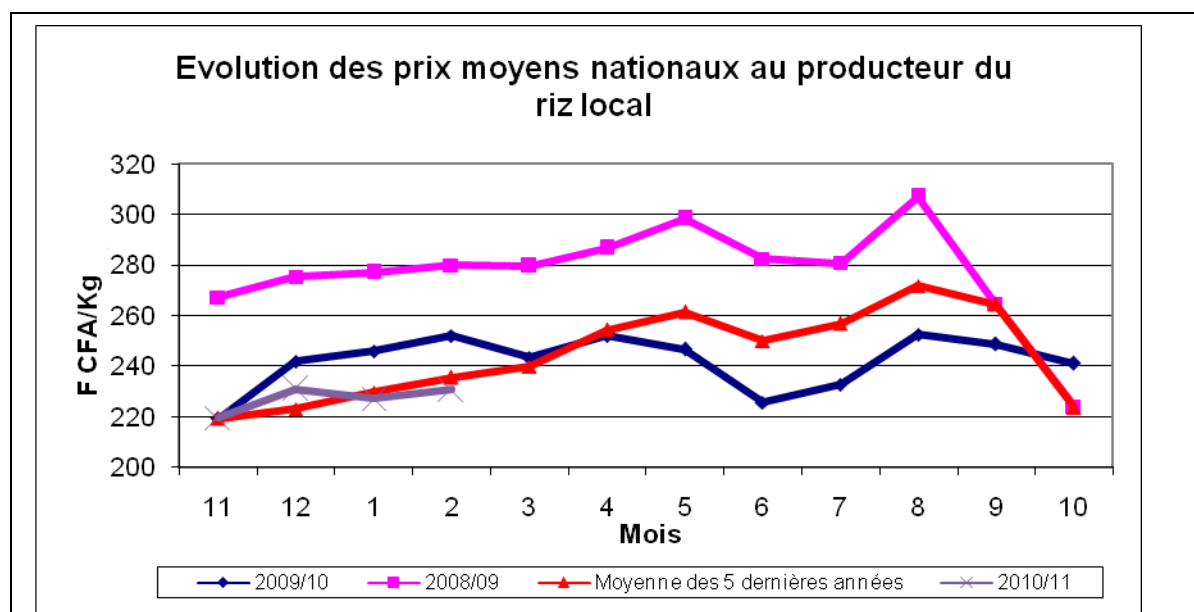
Graphique 4



Source : OMA

S'agissant du riz local, les prix sont en légère hausse en Février 2011, passant ainsi de 227 FCFA/Kg à 230 FCFA/Kg sur les marchés de production. Les prix du riz local sont non seulement inférieurs à ceux de l'année dernière, mais aussi aux prix moyens des cinq dernières années (Cf. graphique 5).

Graphique 5

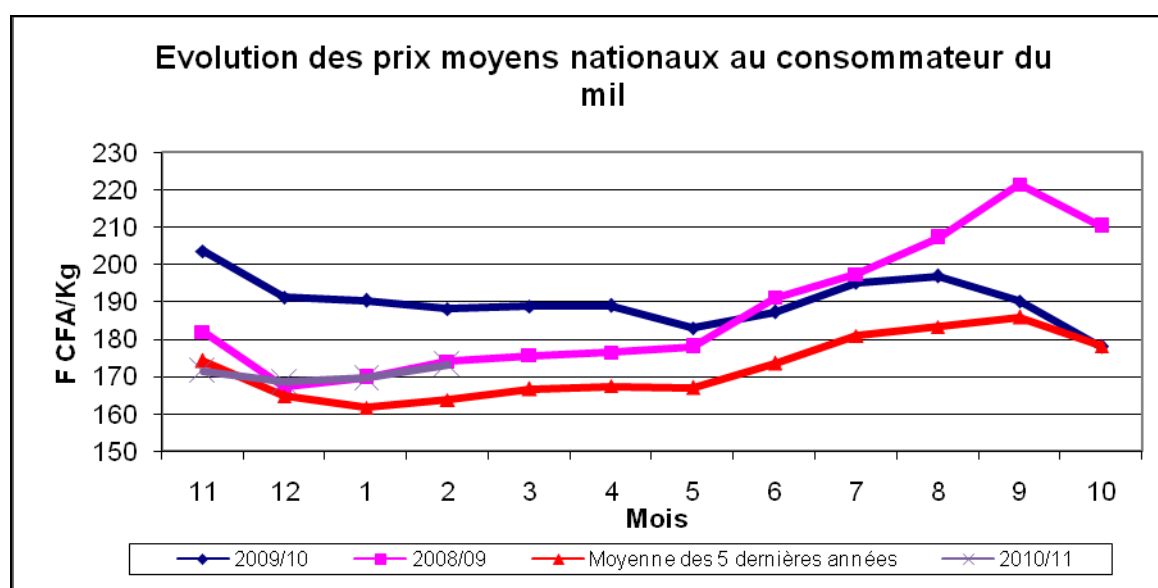


Source : OMA

S'agissant enfin des prix au consommateur des céréales sèches, leur évolution est légèrement à la hausse. Par rapport au mois de Janvier 2011, les prix au consommateur ont haussé de +2% pour le mil, +4% pour le sorgho, et +3% pour le maïs. Ces hausses de prix, aussi faibles soient-elles, s'expliquent par la reconstitution des stocks qui créent plus de demande. Le prix au consommateur du riz local est resté stable en février 2011.

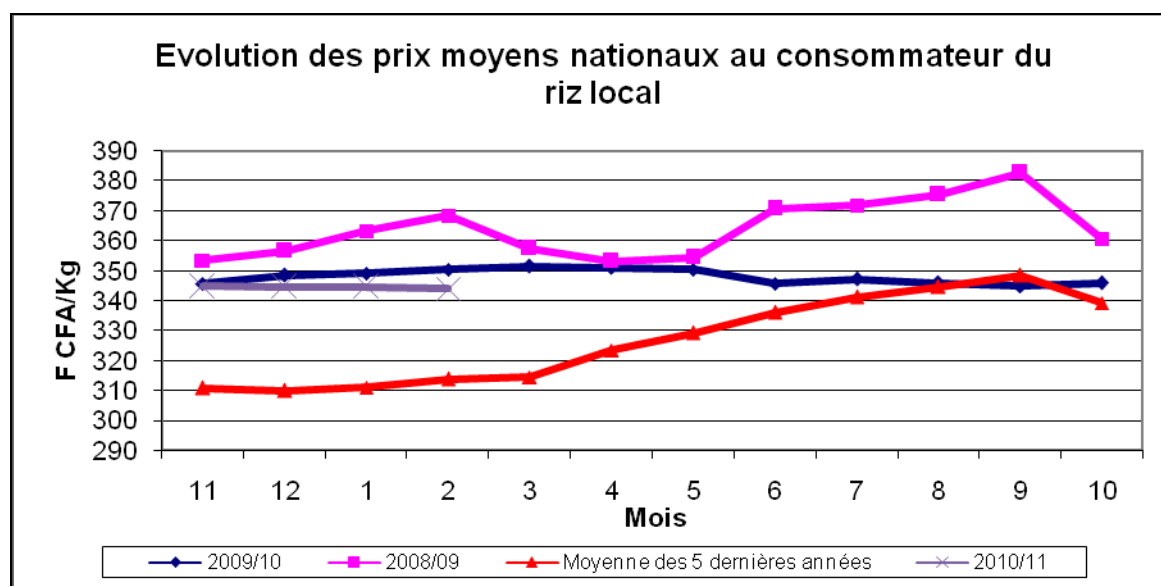
Par rapport aux prix moyens des cinq dernières années, les prix au consommateur du mois de février 2011 sont en hausse de 6% pour le mil, 8% pour le sorgho et 10% pour le maïs et le riz local.

Graphique 6



Source : OMA

Graphique 7



Source : OMA

5.1.2 Evolution des prix du bétail.

Les prix moyens des différentes catégories d'animaux vendus dans les différentes Régions sont donnés dans le tableau N°09. Le prix moyen du bœuf de boucherie a varié de 110 000 FCFA au marché de Bourem à 250 000 FCFA à Kati Daral. L'ovin mâle adulte a coûté entre 18 000 FCFA à Konséguéla (Sikasso) à 80 000 FCFA à Niamana. De façon générale, les prix pratiqués au cours de l'année ont varié de 175 000 FCFA pour le bœuf de boucherie, 35.000 FCFA pour le bœlier, 20.000 F CFA pour le bouc, 35.000 FCFA pour le baudet, 225.000 FCFA pour le camelin et 1 800 FCFA pour le coq.

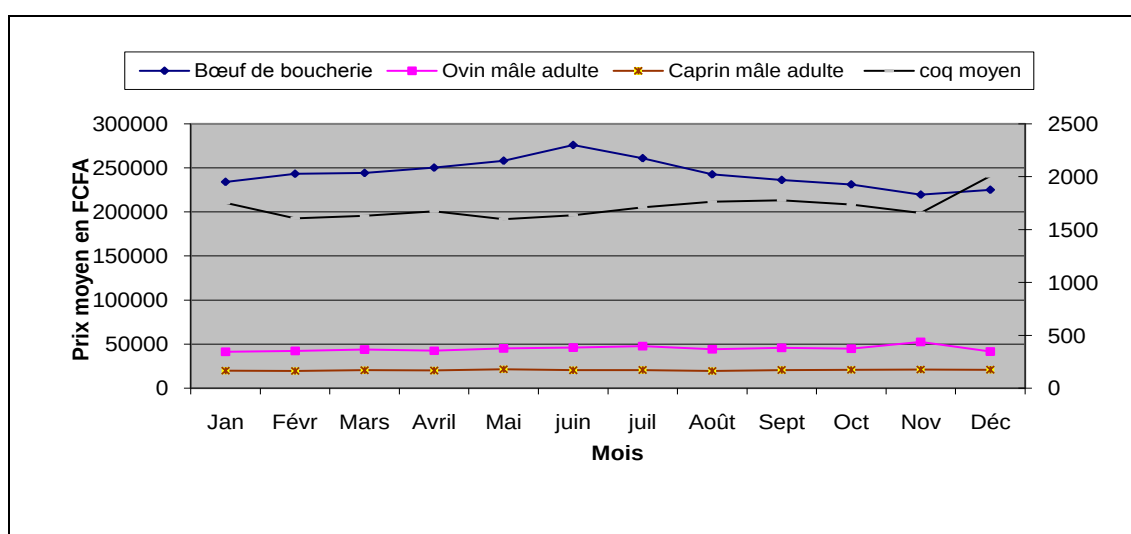
Tableau N°14: Prix moyens (en FCFA) des animaux vendus par espèce et par région

REGIONS	CATEGORIES					
	Bœuf de boucherie	Ovin mâle adulte	Caprin mâle adulte	Asin mâle adulte	Camelin mâle adulte	Coq
Kayes	180 646	38 686	25 868	32 257	-	2 210
Koulikoro	180 288	41 492	19 541	37 551	-	1 670
Sikasso	168 806	28 390	18 040	44 632	-	1 568
Ségou	174 141	47 928	24 270	33 357	-	1 450
Mopti	172 226	41 264	24 885	37 670	256 078	1 363
Tombouctou	167 350	35 614	21 214	31 178	237 544	1 562
Gao	119 755	20 559	13 717	21 579	189 498	1 784
Kidal	159 153	23 652	17 724	-	210 703	2 845
Bamako	243 491	44 905	20 443	-	-	1 706
Moyenne	173 984	35 832	20 633	34 032	223 455	1 795

Le graphique N°05 illustre l'évolution mensuelle du prix moyen pratiqué sur les principaux marchés contrôlés du District de Bamako au cours de l'année 2010. Ainsi, le prix du bœuf de boucherie a connu une augmentation constante et progressive de janvier à juin. A partir du mois de juin, il a été observé une baisse progressive jusqu'en décembre sans pour autant descendre au dessous de la barre des 225.000 FCFA. Le prix moyen pratiqué pour cette catégorie d'animaux à Bamako District est de 245.000 FCFA contre 220.000 FCFA à la même période de 2009.

L'ovin mâle adulte n'a pas enregistré de changement notable au cours de l'année à l'exception du mois de novembre où le pic de 52.000 FCFA a été atteint. Par rapport au coq, des prix maxima ont été atteints aux mois de janvier et décembre tandis que le prix le plus bas a été enregistré en mars.

L'évolution mensuelle du prix moyen des animaux par marché à bétail contrôlé au cours de l'année (Graphique N°05).



Graph N°08. Evolution mensuelle du prix par espèce sur le marché de Bamako

✓ Exportations des animaux vivants

Les exportations contrôlées d'animaux vivants au cours de 2010 sont résumées selon la région de provenance dans le tableau ci-dessous. Elles ont concerné 173 132 bovins, 331 321 ovins, 22 279 caprins, 1 514 asins, 8 895 camelins, 15 925 volailles et 1 018 porcins contre respectivement 144 442 ; 500 301 ; 14 954 ; 96 ; 2 925 ; 6 075 et 313 en 2009. Ces chiffres indiquent une augmentation de la plupart des exportations comparativement à celles de 2009.

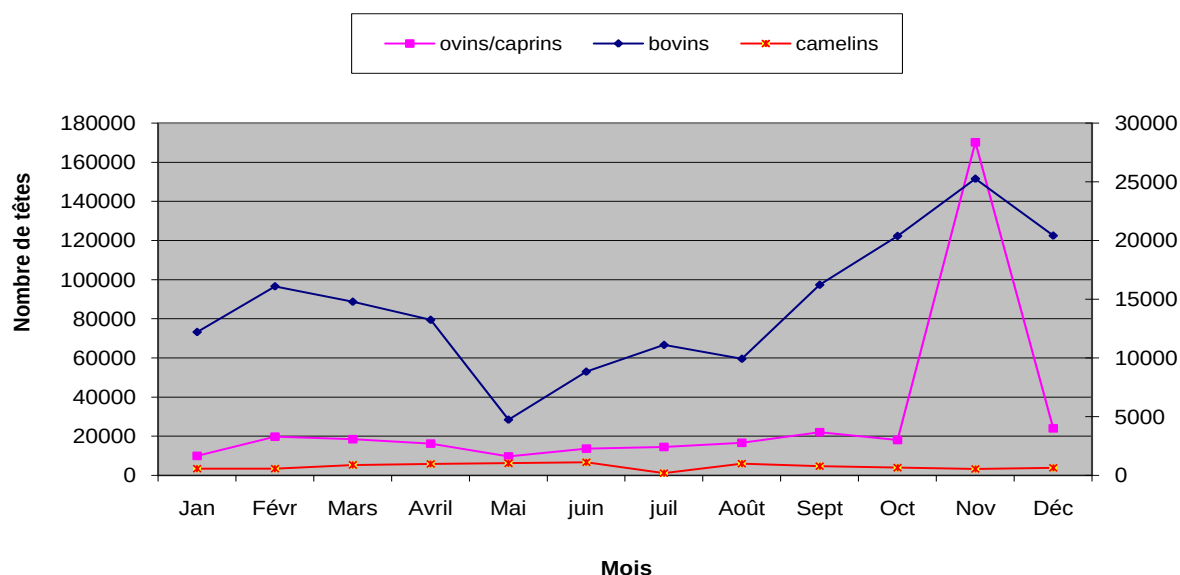
S'agissant des chiffres d'exportation obtenus par région, il ressort du tableau N°10 que pour l'année écoulée, Kayes et Sikasso ont été et par ordre d'importance, les plus grandes régions exportatrices de bovins. Pour les ovins, la région de Kayes se détache largement des autres régions avec environ 55% des effectifs exportés. Le plus grand nombre de camelins est exporté à partir de Kidal et Tombouctou.

Tableau N°15 : Exportations contrôlées d'animaux vivants par régions et espèces (Têtes)

REGIONS	ESPECES								
	BOVINS	OVINS	CAPRINS	EQUINS	ASINS	CAMELINS	VOLAILLES	OISEAUX	PORCINS
Kayes	62 903	181 364	0	0	0	0	0	0	0
Koulikoro	14 118	14 644	3 037	0	0	0	0	0	0
Sikasso	39 442	14 806	3 033	0	0	0	6 165	218	1 018
Ségou	16 949	24 265	1 140	0	0	0	0	0	0
Mopti	29 414	46 204	0	0	729	2 327	9 760	0	0
Tombouctou	2 756	320	310	0	0	175	0	0	0
Gao	6 616	10 029	8 196	0	785	0	0	0	0
Kidal	173	31 431	0	0	0	6 393	0	0	0
Bamako	761	8 258	6 563	1	0	0	0	0	0
Total	173 132	331 321	22 279	1	1 514	8 895	15 925	0	1 018
2009	144 412	500 301	14 954	5	96	2 925	6 075	0	313
%	19,89	-33,78	48,98	-80,00	1 477,08	204,10	162,14		225,24

Source : DNPIA

Graph 09 Evolution des exportations d'animaux vivants au cours de l'année



Le graphique 06 illustre l'évolution mensuelle des exportations d'animaux au cours de l'année.

Les exportations de bovins ont atteint un niveau maximum aux mois de novembre et décembre pour toutes les espèces sauf pour les camelins où le plus grand nombre a été enregistré au mois de mai. Les chiffres les plus faibles ont été enregistrés au cours du

mois de janvier pour l'ensemble des espèces. Elles ont connu une évolution normale et stable tout au long de l'année.

Les principales destinations pour les animaux exportés ainsi que les effectifs concernés sont consignés dans le tableau 11. L'importance relative de chaque destination est présentée dans les graphiques 05 et 06. De l'analyse de ces graphiques et du tableau 11, il ressort que :

- le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont les principaux pays de destination des exportations de bovins et d'ovins/caprins soit respectivement 47% et 42% des effectifs de bovins et 56% et 22% des effectifs d'ovins/caprins exportés du Mali;
- le Niger et le Burkina Faso ont été les destinations privilégiées pour les exportateurs d'asins avec respectivement 52% et 48% des effectifs exportés;
- l'Algérie demeure le débouché principal pour les exportateurs de camelins avec la quasi-totalité des effectifs exportés.

Tableau N°16 : Destination des Animaux Exportés (Unité : Têtes)

ESPECES	DESTINATIONS													TOTAL
	RCI	Sénégal	Burkina	Libéria	Nigeria	Niger	Algérie	Bénin	Guinée	Sierra Léone	RIM	Ghana	Togo	
BOVINS	72694	81884	3676	0	2143	6966	173	5080	124	0	0	212	180	173132
OVINS	74837	196317	3767	1868	0	13026	28014	6021	7085	0	352	34	0	331321
CAPRINS	4153	737	310	673	0	7323	0	0	8210	0	0	0	0	22279
EQUINS	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ASINS	0	0	724	0	0	790	0	0	0	0	0	0	0	1514
CAMELINS	0	0	250	0	0	0	6463	0	0	0	2182	0	0	8895
VOLAILLES	6165	0	9760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15925
PORCINS	0	0	1018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1018

Source : Rapport Annuel DNPIA

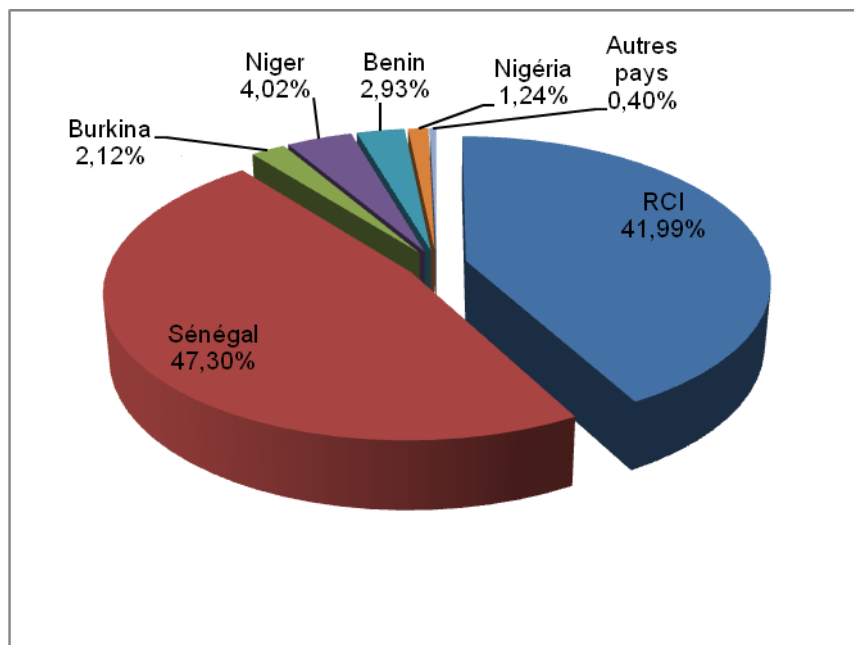
Le flux monétaire engendré par ces exportations sur la base du prix moyen des animaux de boucherie se chiffre à plus de **44 567 501 615 FCFA**

Le Sénégal se positionne aujourd'hui comme le plus grand partenaire du Mali en matière de commerce d'animaux vivants.

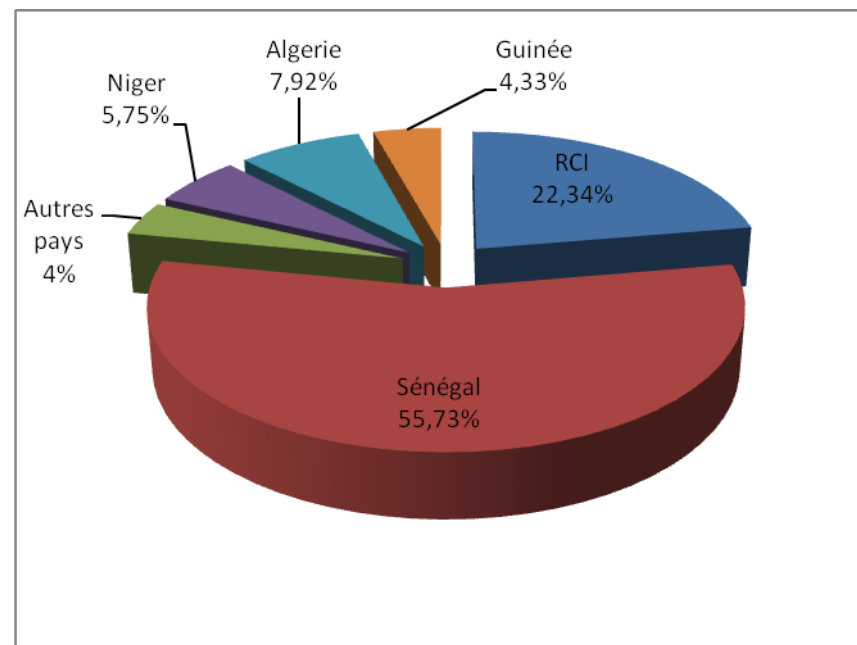


Exportation de bétail malien vers le Sénégal

Source : Rapport Annuel DNPIA



Graph 7: Exportation des bovins par destination



Graph 8. Exportation des ovins/Caprins par destination

5.2 L'impact du niveau des prix sur les consommateurs et les producteurs.

Le niveau des prix des produits locaux a un impact favorable sur le revenu des producteurs en milieu rural; il est sans impact négatif sensible sur les consommateurs tant au niveau rural qu'urbain.

En ce qui concerne les denrées importées, l'évolution de leurs prix affecte le pouvoir d'achat des consommateurs. Cela est plus marqué au niveau des ménages urbains que pour les consommateurs aux revenus modestes et fixes.

5.3 Analyse de l'offre et de la demande actuelle de toutes les céréales sur les marchés

Les marchés céréaliers ont dans l'ensemble été bien approvisionnés depuis le début de cette campagne de commercialisation 2010/11. Ce bon niveau d'approvisionnement s'explique par les effets conjugués des stocks reports importants de la campagne de commercialisation 2009/10 et des bons résultats de la campagne agricole 2010/2011.

De novembre 2010 à Février 2011, les producteurs ont vendu en moyenne 10.573 tonnes de céréales par mois contre 7.716 tonnes l'année dernière et 6.414 tonnes au cours des cinq dernières années. Il en est de même sur les marchés de gros où les quantités mensuelles moyennes entrées sur ces marchés ont été, entre novembre 2010 et Février 2011, de 13.590 tonnes contre 12.562 tonnes l'année dernière à la même période et 12.834 tonnes au cours des cinq dernières années.

5.4 Etat et cartographie des stocks (commerçants, OP, publics) ;

Tableau N° 17 : SITUATION DES STOCKS DE CEREALES DE L'OPAM EN FIN JANVIER 2011

NATURE DES STOCKS (Quantité en tonnes)	Mil local	Sorgho local	Total M/S	Riz	Total
STOCKS COMMERCIAUX					
Diré	5,200		5,200		5,200
Goundam	17,300		17,300		17,300
Niafunké	6,700		6,700		6,700
Rharous	24,400		24,400		24,400
Gao	3,800		3,800		3,800
Ansongo	18,900		18,900		18,900
Bourem	25,300		25,300		25,300
Ménaka	43,200		43,200		43,200
Kidal	37,400		37,400		37,400
Total Stocks commerciaux	182,200		182,200	0	182,200

STOCKS SNS					
Gao	2 188,400		2 188,400		2 188,400
Kayes		1 878,300	1 878,300		1 878,300
Kidal	1,500		1,500		1,500
Mopti	5 307,500	549,300	5 856,800		5 856,800
Ségou	5 102,500	1 171,850	6 274,350		6 274,350
Tombouctou	3 124,800		3 124,800		3 124,800
Total Stocks SNS	15 724,700	3 599,450	19 324,150	0	19 324,150
STOCKS SIE					
Bamako	10,000		10,000	4 363,631	4 373,631
Kayes				13,200	13,200
Sikasso				2,050	2,050
Koutiala				250	250
Ségou	3 230,000		3 230,000	8 932,700	12 162,700
San				1 800,000	1 800,000
Niono				338,000	338,000
Macina				527,750	527,750
Mopti				1,052	1,052
Gao				700,000	700,000
Kidal				39,550	39,550
Total Stock SIE	3 240,000	0	3 240,000	16 718,183	19 958,183
TOTAL GENERAL	19 146,900	3 599,450	22 746,350	16 718,183	39 464,533

5.5 Dynamique des importations et impact sur les prix locaux

Les prix des différentes céréales locales sont restés au même niveau malgré les importations.

5.6 Dynamique des flux au niveau des frontières

Les flux transfrontaliers se poursuivent sur les marchés malgré les difficultés d'obtention des documents administratifs autorisant les sorties des produits céréaliers. Ainsi d'octobre 2010 à janvier 2011, les quantités exportées vers les pays

voisins ont été de 1.071 tonnes. Ces quantités sont cependant, inférieures à celles de l'année dernière, qui étaient de 3.031 tonnes à la même période, soit une baisse de -65%. Cette forte baisse des exportations par rapport à l'année dernière s'explique par les résultats jugés bons de la campagne agricole 2009/2010 aussi bien au Mali que dans les pays voisins. Il en est de même pour les importations des pays voisins qui sont durant cette campagne de 3.600 tonnes contre 4.545 tonnes l'année dernière à la même période.

6- Zone et populations à risque identifiées

La sécurité alimentaire d'une population est assurée lorsque ses disponibilités en nature et en monnaie correspondent à une quantité de produits alimentaires égale ou supérieure aux besoins minimaux. Cette correspondance est fonction d'une part de l'importance des disponibilités et, d'autre part, du niveau des prix des produits alimentaires (pouvoir d'achat).

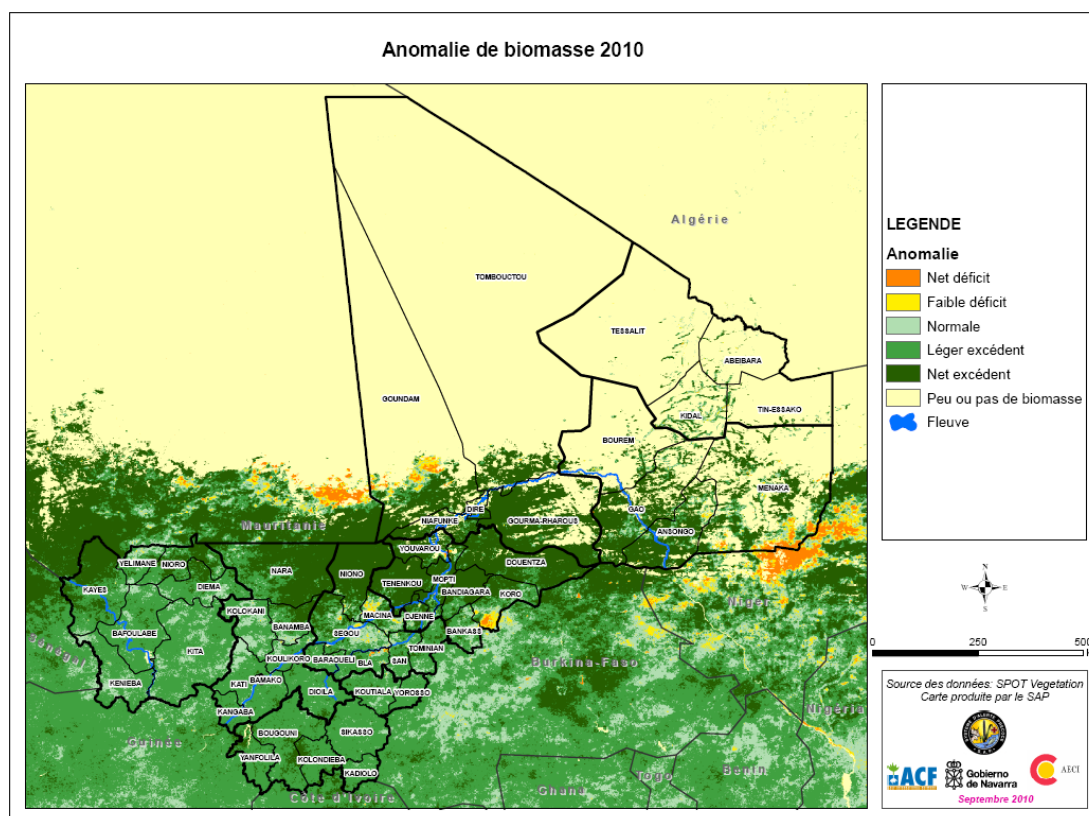
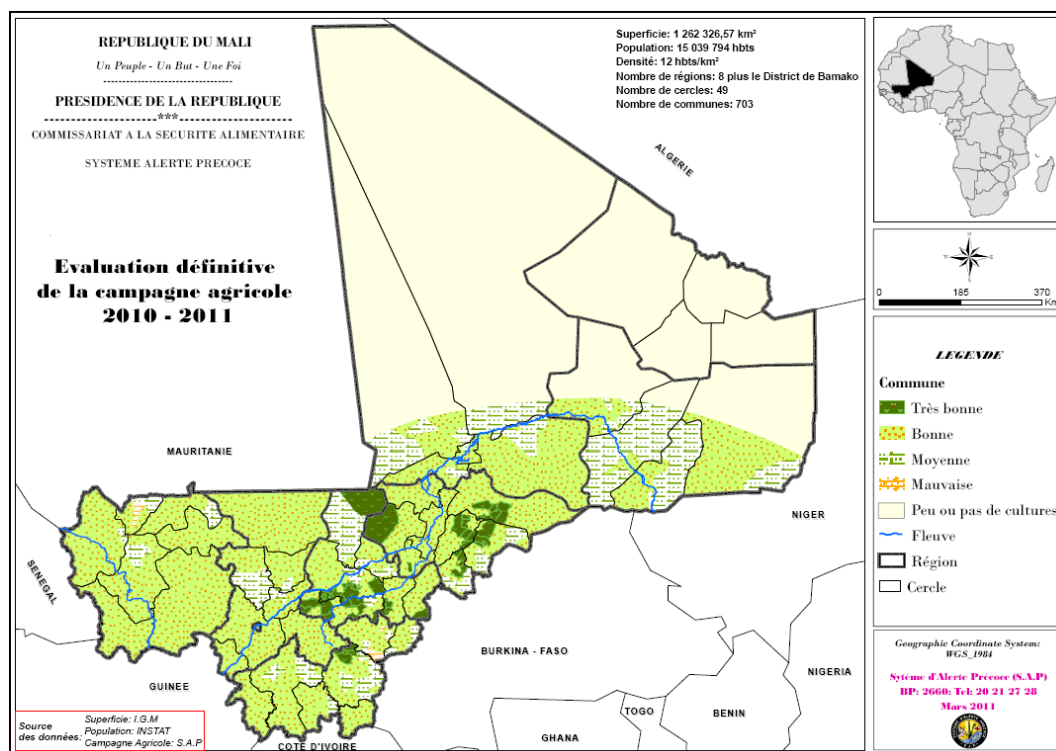
La majorité des populations des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et du District de Bamako ne connaîtra pas de problèmes alimentaires majeurs durant la campagne de commercialisation 2010-2011. En effet, la hausse des prix des céréales devrait se poursuivre avec une amplitude de plus en plus faible et l'on pourrait avoir une stabilité sur plusieurs mois. Les revenus liés à la vente du bétail et des poissons resteront élevés au vu de la demande de plus en plus grande des pays côtiers, ceux des produits artisanaux se maintiendront probablement à cause des ajustements des prix à la vie chère et enfin ceux de l'exode à l'intérieur du pays pourraient être satisfaisants mais ils seront en dessous de la normale pour les migrants à l'extérieur notamment la destination Côte d'Ivoire.

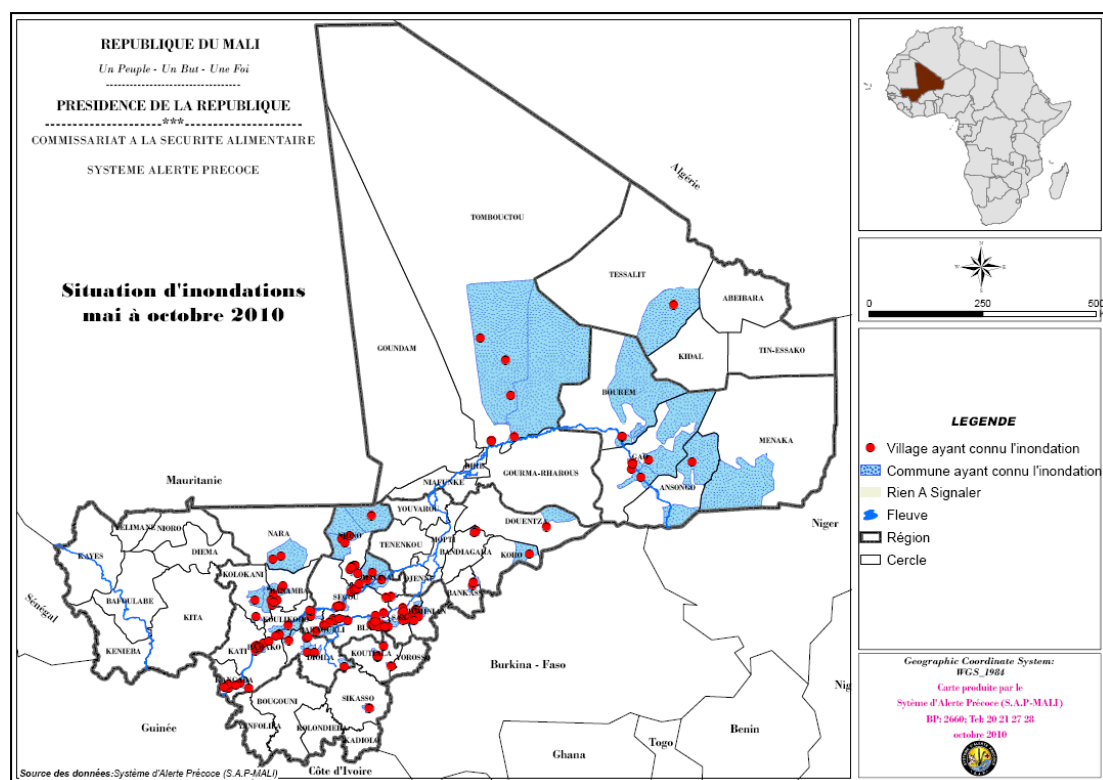
Les termes de l'échange bétail/céréales, poisson/céréales et autres devraient être favorables aux éleveurs et pêcheurs.

Ainsi, aucune commune n'est identifiée à risque de crise ou de difficultés alimentaires en 2011. Les perspectives alimentaires sont bonnes dans le pays. Cependant, la malnutrition continue à persister sous toutes ses formes dans le pays malgré l'amélioration des disponibilités alimentaires constatée ces dernières années.

Par ailleurs, suite aux inondations survenues au cours de la campagne, certains ménages agricoles disséminés çà et là à travers le pays ont perdu l'essentiel de leur production agricole et se trouvent fragilisés. Il en est de même pour les ménages pasteurs des régions de Gao et Kidal qui ont perdu leur troupeau durant la soudure 2010.

Annexe I :





ANNEXES II

RESSOURCES PASTORALES DU MALI

Tableau N°12 : (Situation biomasse des pâturages naturels à la date du 31 octobre 2010)

N°	LOCALITES	PLUVIOSITE ANNUELLE	PRODUCTION PRIMAIRE		Ecart
		MOYENNE 2010	BIOMASSE (Kg MS/ha)		PP10 / PP09
			2010	2009	
	KAYES				
1	Kayes	682,5	1 788,0	1 309	479,0
2	Nioro du Sahel	605,8	1 603,9	1 243	360,9
3	Yélimané	424,4	1 168,6	1 600	-431,4
4	Diéma	584	1 551,6	1 471	80,6
5	Kita	879,4	2 260,6		
6	Kéniéba	1 323,00	3 325,2	-	
	MOYENNE	4499,1	11 698	5 623	489,1
	KOULIKORO				
1	Koulikoro	999,9	2 549,8	1 998	551,8
2	Katibougou	1066,7	2 710,1	-	-
3	Kati	991,0	2 528,4	-	-
4	Baguineda	1065,0	2 706,0	-	-
5	Ouélessébougou	1182,1	2 987,0	-	-
6	Dioila	1036,8	2 638,3	2 092	546,3
7	Kolokani	693,0	1 813,2	1 775	38,2
8	Didiéni	738,1	1 921,4	-	-
9	Nara	454,4	1 240,6	1 071	169,6
10	Banamba	554	1 479,6	1 008	471,6
11	Kangaba	1085,0	2 881,0	2 754	127,0

	MOYENNE	9866	25 455,4	10 698	1 904,4
	SIKASSO				
1	Sikasso	1 203,6	3 038,6	2 703	335,6
2	Bougouni	1 278,3	3 217,9	2 300	917,9
3	Yanfolila	1 322,0	3 322,8	2 725	597,8
4	Koutiala	1232,8	3 108,7	2 608	500,7
5	N'Tarla IRCT	1247,4	3 143,8	-	-
6	Kadiolo	1070,0	2 718,0	1 753	965,0
7	Kolondiéba	1 138,0	2 881,2	2 670	211,2
8	Yorosso	1099,0	2 787,6	1 703	1 084,6
	MOYENNE	9 591,1	24 219	16 462	4 612,9
	SEGOU				
26	Ségou	887,4	2279,8	1626,0	653,8
27	San	913,3	2341,9	1714,0	627,9
28	Ké-Macina	614	1623,6		-
29	Barouéli			1472,0	-
30	Bla	873,5	2246,4	1710,0	536,4
31	Niono	651,0	1712,4		-
32	Tominian	814,5	2104,8	1319,0	785,8
	MOYENNE	4753,7	12 308,9	7841,0	1322,2
	MOPTI				
1	Mopti	847,1	2 183,0	1 171	1 012,0
2	Hombori	445,0	1 218,0	-	-
3	Bankass	547,0	1 462,8		-
4	Djenné	542,0	1 450,8		-
5	Bandiagara			1 554	-

6	Koro	608,0	1 609,2	1 037	572,2
7	Tenekou	384,0	1 071,6	1 681	-609,4
8	Douentza	441,0	1 208,4	1 660	-451,6
9	Youwarou	-		-	
	MOYENNE	3814,1	10 203,8	7 103	523,2
	GAO				
1	Gao	258,7	952,83	890	62,83
2	Menaka	209,0	908,1	860	48,1
3	Ansongo	366,7	1050,03	890	160,03
4	Bourem	147,0	852,3	828	24,3
		981,4	3763,26	3468	295,26
	TOMBOUCTOU				
1	Tombouctou	238,4	934,56	848	86,56
2	G. Rharouss	228,0	925,2		925,2
3	Goundam	313,0	1001,7	847	154,7
4	Diré	245,0	940,5	828	112,5
	MOYENNE	1024,4	3 802	2 523	1278,96
	KIDAL				
1	Kidal	166,7	870,03	1285	-414,97
2	Tessalit	183,9	885,51	807	78,51
	MOYENNE	350,6	1 756	2 092	-336,46
	BAMAKO				
1	Bamako-ville	1076,6	2733,8	-	-
2	Bamako-senou	1135,9	2876,2	2498	378,2
3	Sotuba	1105,3	2802,7	2180	622,7
	MOYENNE	3317,8	8 413	4 678	1000,9

